

# Abordage de la « flottille de la liberté » vu d'Israël : Un raz-de-marée de réactions

Michaël Séguin

*L'auteur est membre de l'Église unie. Il a déjà participé au Programme d'observateurs internationaux en Palestine du Conseil œcuménique des Églises (voir Aujourd'hui Credo, novembre 2007). Il étudie à Beer Sheva, dans une université israélienne, depuis janvier dans le cadre de ses recherches de doctorat en sociologie. Selon ses mots : « Le choc est grand. Je suis au cœur des tensions de cette société. »*

Le 31 mai dernier, 682 activistes de plus de 42 pays (dont la moitié provenant de Turquie), à bord de six bateaux, ont tenté de briser le blocus contre Gaza, territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967, un blocus qui dure depuis juin 2007. En Israël, une tempête d'opinions divergentes s'est déchaînée, une tempête suffisante pour donner le mal de mer, en plein désert ! Je vous écris de Beer Sheva, à 40 kilomètres de Gaza.

## Trois ans d'enfer entrecoupés de 21 jours de terreur

Deux mots sur la Bande de Gaza. À quoi ressemble ce territoire ? Il n'y a qu'à penser à Montréal : les deux font 360 km<sup>2</sup>. Maintenant, entourez l'île de Montréal d'un mur de ciment de 10 mètres de hauteur et établissez une « zone-tampon » d'un kilomètre, entre ce mur et la population civile, protégée par des tireurs d'élites chargés d'ouvrir le feu sur quiconque s'aventure dans cette zone. La même réalité s'applique à

la mer que la marine israélienne contrôle : les pêcheurs gazaouis ne peuvent s'éloigner de la berge que de trois milles nautiques, une distance insuffisante pour attraper les gros poissons. Contrôlez scrupuleusement toutes les entrées et les sorties de cette gigantesque prison. Interdisez les matériaux de construction (incluant le ciment et l'acier), les crayons et le papier, même les jouets. Contrôlez l'essence et l'électricité de manière à créer une pénurie quotidienne. Laissez passer, comme aide humanitaire, seulement un minimum de nourriture et de médicaments, une aide dont dépendent 80 % du 1,5 million d'habitants de Gaza puisque tout a été fait pour détruire leurs infrastructures (mosquées, universités, usines, bureaux du gouvernement, routes et maisons) et l'économie de la région. Cette aide, selon les dires de la Croix-Rouge, est « assez pour survivre, mais pas assez pour vivre ». C'est dans ce contexte que le Free Gaza Movement a vu le jour.



Photo M. Séguin

## Le mouvement international pour la libération de Gaza

Un groupe d'intellectuels de gauche, en Grèce, avait initié le premier transport de marchandises en 2008, sous le leadership de Vangelis Pissias de l'Institut technique national d'Athènes. Une première flottille de deux bateaux s'est donc rendue à Gaza depuis la Grèce. Pour la première fois depuis 1967, deux bateaux étrangers amarraient dans le port de Gaza. Les 60 activistes de 17 pays y ont reçu un accueil inoubliable : des dizaines d'embarcations palestiniennes sont sorties, remplies d'hommes, de femmes et d'enfants, pour les accueillir. Sur la berge, la foule acclamait les visiteurs. Il importe de préciser que la mission n'était pas simple, particulièrement parce qu'elle impliquait de déjouer les services secrets israéliens (une personne était morte d'une étrange manière) qui ont saboté une initiative similaire en 1988 et assassiné ses trois initiateurs.

Depuis, huit autres tentatives de rompre le blocus militaire contre Gaza ont été tentées, la « flottille de la liberté » du 31 mai dernier, sous le leadership de Free Gaza Movement, était de loin la plus importante jusqu'à ce jour. Composée de six bateaux, elle transportait non seulement 10 000 tonnes d'aide humanitaire et de matériaux dont Gaza a un besoin urgent (des génératrices pour les hôpitaux, une centaine de maisons préfabriquées, des centaines de chaises roulantes électriques, des jouets, des médicaments, etc), mais aussi des personnalités de marque comme l'ancien ambassadeur américain en Mauritanie, Edward Peck, et la première femme palestinienne élue



Photo M. Séguin

au parlement israélien, Haneen Zouabi. Aux dires de Peck, la flottille offrait à Israël l'occasion d'agir différemment face à Gaza, de changer de politique. Malheureusement, Israël a plutôt choisi la brutalité : neuf activistes ont été tués (huit Turcs et un Américain), 60 ont été blessés et quelques-uns sont toujours portés disparus (ce à quoi il faut ajouter huit soldats blessés du côté israélien).

### Des débats houleux en Israël, de gauche à droite

En Israël, les réactions sont vives et diversifiées. Par moment, cela devient étourdissant de tenter de comprendre ce qui s'est vraiment passé et ce que pensent les gens. Par exemple, notre professeur d'hébreu, Michal Dekel, s'est empressée de nous apprendre le mot *pé'ilei shalom* (militant pour la paix) afin de préciser que les gens sur le bateau n'en étaient pas de vrais, se référant à la version officielle de l'armée israélienne selon laquelle les activistes avaient préparé ce « lynchage » de longue date. Ils étaient tous des terroristes arabes ou musulmans. Ce discours me semblait totalement surréaliste : un commando d'élites, des soldats armés jusqu'aux dents lynchés par des civils qui ont été relâchés et déportés après seulement quelques heures de détention ? Et puis, pourquoi doit-on croire qu'Israël est un État qui recherche la paix, même lorsque ses soldats recourent à la violence pour se défendre, alors que, lorsque des *goyim* en font autant, ils deviennent automatiquement des terroristes plutôt que des *pé'ilei shalom* ? Dans un pays où la censure militaire des médias pour des « raisons de sécurité » est une pratique légale et courante, comment savoir qui dit vrai ? Personnellement, je ne réussis pas à m'expliquer pourquoi l'armée israélienne a brouillé les ondes radio et satellite, empêchant les 40 journalistes à bord du *Mavi Marmara* de retransmettre des images au monde extérieur. De plus, pourquoi a-t-elle confisqué toutes les images tournées sur le bateau par les militants si l'armée n'avait rien à cacher ?

Quand on écoute les passagers qui étaient sur le bateau turc, une tout autre version des faits se dégage. Par exemple, la députée au parlement israélien Hanan Zouabi (une Palestinienne citoyenne



Photo M. Séguin

d'Israël) qui était sur le *Mavi Marmara* a rapporté que le bateau a été entouré par une douzaine de frégates israéliennes qui ont ouvert le feu sur le navire civil avant qu'une dizaine de soldats soit larguée, par hélicoptère, sur le *Mavi Marmara*, ce qui a provoqué une peur panique sur le navire et des réactions imprévisibles et non souhaitées par certains pacifistes. D'ailleurs, à son retour au parlement israélien, l'accueil qu'a reçu Mme Zouabi a été extrêmement violent. Se rendre à son siège a été pour elle un réel parcours de combattante : certains députés tentaient de s'attaquer physiquement à elle, lui criant « Retourne à Gaza, traîtresse ! », tandis que d'autres tentaient de la protéger. Le crime de cette petite femme de Nazareth, au courage digne de louanges, est de lutter pour les droits égaux de tous les citoyens d'Israël. Le lendemain, Éli Yshaï, le ministre de l'Intérieur, intentait une poursuite auprès du procureur général israélien visant à lui retirer sa citoyenneté pour cause d'acte de trahison préméditée. Pire encore, un groupe juif sur Facebook rassemblant plus de 500 personnes a été créé demandant son assassinat.

Ce questionnement, Hana Zouabi n'est pas la seule à le porter. Par exemple, notre professeur juif de géographie politique, Oren Yiftachel, a expliqué que, pour lui, la vraie question est « Qui a attaqué qui ? », précisant qu'Israël a abordé les bateaux en eaux internationales (un acte illégal, du piratage) alors que le navire faisait du surplace pour que des députés de différents parlements européens puissent se joindre à eux. Il a ajouté qu'aux yeux de la communauté internationale, le siège imposé contre Gaza depuis juin 2007 est illégal, précisant qu'Israël aurait pu tout aussi bien

vérifier le contenu du bateau sur les rives de Gaza, saisir le matériel qu'il trouvait dangereux et laisser le reste transiter vers la population en manque de tout. En réponse aux protestations de quelques étudiants sionistes de droite (dont l'un a déposé une mise en demeure contre ce professeur et le département de Middle East Studies sous prétexte qu'il diffuse de fausses informations), il a ajouté : pourquoi parle-t-on d'importation d'armes dans le cas d'Israël et de contrebande dans le cas de Gaza ? Ce devrait être le droit légitime de Gaza, en tant que part intégrante du futur État palestinien, d'importer ce qu'il lui chante. Pour lui, Israël fait preuve d'un double standard inacceptable.

Vraiment, il faut avoir le cœur solide pour vivre en « Terre sainte » et faire face à tant de souffrances et de conflits. Personnellement, plus je rencontre de Palestiniens, plus j'ai tendance à devenir gauchiste et pro-palestinien, à prendre parti pour un peuple plutôt qu'un autre, ce qui n'est pas une solution. C'est un gros défi de ne pas basculer d'un extrême à l'autre. À mon premier voyage, j'étais totalement sioniste sans même le savoir, appuyant mon jugement sur des connaissances très incomplètes. Aujourd'hui, je dois constamment lutter pour chercher où est la justice et apprendre à me maîtriser plutôt que de réagir négativement à chaque fois que l'on m'empêche de parler à un Arabe ou à un Palestinien. J'ai même recommencé à aller à l'église, à la fois parce que le contexte social et académique est propice à la foi, mais aussi parce que j'ai besoin de puiser de l'énergie et de l'espoir en Quelqu'un qui me dépasse pour retrouver le chemin de la paix intérieure devant autant de violence autour de moi. ◇